

Communiqué en vue de la mobilisation du 9 mars prochain contre la loi « Travail »

Depuis quelques jours, le nouveau projet de loi porté par Myriam El Khomri est à la une de tous les media. Et pour cause, ce texte proposé par la Ministre du travail et présenté par le gouvernement comme la solution pour faire reculer le chômage nous propose de revenir sur de nombreux acquis sociaux pour lesquels les salarié-e-s et leurs syndicats se sont battus au cours des dernières décennies.

Le Gouvernement oppose au chômage la casse (des droits) des travailleurs

Pour lutter contre le chômage, le gouvernement propose une nouvelle fois de s'attaquer aux salarié-e-s et aux jeunes en permettant une plus grande flexibilité aux employeurs. Ainsi, la durée hebdomadaire du travail pourrait passer à 46h sur 16 semaines (contre 12 actuellement) par simple accord d'entreprise et la durée quotidienne pourrait être portée à 12h par le même biais. Concernant la jeunesse, le gouvernement Valls nous propose de permettre aux patrons d'augmenter eux-mêmes la durée de travail des apprenti-e-s alors que cela nécessite pour l'instant une dérogation de l'inspection du travail.

De plus, le plafonnement des indemnités prudhommales couplé à l'élargissement de la définition du licenciement économique permettra aux entreprises de se séparer beaucoup plus facilement de leurs salarié-e-s, particulièrement les jeunes.

La jeunesse est directement menacée par cette loi : en effet, déjà touchés de plein fouet par l'austérité imposée par le gouvernement, nous devons maintenant accepter des mesures dont les conséquences seront de faire de nous des employé-e-es jetables, dont l'employeur pourra se débarrasser aisément et à moindre coût.

Mobilisons-nous pour défendre nos droits.

Cette attaque est celle de trop ! Nous demandons le retrait total de ce projet de loi, afin de pouvoir entamer des négociations avec le gouvernement sur des bases sereines et d'envisager une nouvelle réforme qui irait, elle, dans le sens des salarié-e-s !

L'UNEF appelle l'ensemble des jeunes et des salarié-e-s à un rassemblement
mercredi 9 mars, à 13h30, Place Kleber.